|  |
| --- |
|  |

**Beyrouth, le 16/04/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Agence Française de développementEspace des Lettres – Bâtiment ERue de Damas, Beyrouth |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet du Courrier:** | Lettre de consultation |

|  |  |
| --- | --- |
| **Consultation :** | Expertise Juridique Eau et Assainissement |

 Liban

Madame, Monsieur,

L’AFD a l’honneur de vous solliciter dans le cadre de la consultation citée en objet.

Dans ce but, nous vous remercions de bien vouloir prendre connaissance des exigences de présentation décrites dans la présente lettre de consultation, ainsi que du dossier ci-joint qui se compose :

* D’un contrat de prestations de services ;
* D’un cahier des clauses techniques particulières ;
* D’une annexe financière.

# Objet de la consultation

Le programme d’appui aux réformes du secteur de l’eau et de l’assainissement au Liban est financé par l’Union Européenne en délégation à l’AFD qui est chargée de sa mise en œuvre.

Il vise à renforcer les acteurs libanais dans leurs fonctions respectives d’opérateurs de service (à travers les quatre Etablissement Régionaux des Eaux) et de tutelle (à travers le Ministère de l’Energie et de l’Eau - MEE) ainsi qu’à accompagner le dialogue institutionnel et sectoriel.

Dans l’exécution de ce programme, une multitude d’études et de prestations intellectuelles est prévue afin de réaliser les différentes activités nécessaires dans la mise en œuvre de la réforme. Cette consultation couvre un ensemble de prestations en lien avec la loi du secteur de l’eau et de l’assainissement.

L’AFD vous invite à soumettre une offre pour les services suivants :

- Effectuer une revue analytique du Code de l’Eau et des besoins proposés en termes de décrets dans la Stratégie nationale sectorielle mise à jour et les documents de référence ;

- Pointer les priorités pour avancer dans la mise en œuvre de la réforme ;

- Rédiger les décrets d’application du Code de l’eau ;

- Réaliser un audit organisationnel du Ministère de l’Energie et de l’Eau autour des fonctions de tutelle ;

- Rédiger les décrets/règlements juridiques nécessaires et animer une réflexion sur les nécessaires révisions législatives identifiées permettant la mise en œuvre de la réforme ;

- Appuyer dans la production des trames standardisées de bilan pour les Etablissements des Eaux et de rapport annuel du Ministère de l’Energie et de l’Eau ;

- Appuyer la structuration des modèles de gestion de nouvelles infrastructures sur la base d’une réflexion juridique ;

- Appuyer la structuration des établissements des eaux et la mise en place de modalités de gestion déléguée ;

- Effectuer un diagnostic juridique fin sur l’organisation et le fonctionnement des établissements des eaux ;

- Appuyer la structuration d’un cadre de suivi de la performance entre les Etablissements des Eaux et le Ministère ;

- Appuyer l’élaboration d’une grille d’analyse des projets identifiés sur la base de critères légaux ;

- Participer aux réunions et à l’animation du comité de suivi de la préparation des décrets ;

- Mener des évaluations sur la mise en œuvre effective du cadre juridique modifié et des décrets préparés et proposer des aménagements ou des révisions nécessaires à la bonne mise en œuvre de ces textes ;

- Mener des réunions de concertation avec les différents acteurs si besoin ;

- Suivre l’avancement des différentes activités listées ci-dessus.

Pour le détail des prestations à accomplir, se référer au dossier ci-joint.

Votre proposition doit répondre aux exigences de présentation décrites dans la présente consultation, et inclure toute information supplémentaire vous paraissant pertinente.

# Modalités de la consultation

L’accord-cadre à bons de commande est multi-attributaire, et a pour objet de confier à deux titulaires la réalisation de prestations intellectuelles de nature juridique avec un engagement à moyen terme sur la période du Programme.

A l’identification d’un besoin sur le projet, des termes de références spécifiques relatifs à un bon de commande, seront partagés avec le premier titulaire du marché (ou titulaire principal), précisant la prestation attendue et l’ensemble des spécifications techniques liées à l’opération.

L’AFD se réserve la possibilité de solliciter le deuxième titulaire du marché:

* Suite à absence de réponse du titulaire principal du marché;
* Suite à des prestations dont la qualité serait jugée insatisfaisante par l’AFD et dont la mauvaise exécution a été caractérisée et remontée par l’AFD;
* Pour un montant inférieur à 40 000 euros, pas plus d’une fois par an.

# Conditions d’envoi et date limite de remise des plis

Votre offre devra nous parvenir avant le 07/06/2021 à 12 :00 (Heure Beyrouth) par e-mail (et utiliser les versions standard Microsoft Office ou équivalent) à l’adresse suivante : afdbeyrouth@afd.fr

Le titre/objet de l’e-mail doit impérativement être:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/01/EJ

**Dans ce cas, votre réponse électronique ne doit pas dépasser la taille de 6 Mo. Si cela devait être le cas, nous vous remercions de découper votre réponse en plusieurs e-mails.**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

# Présentation des candidatures et des offres

Votre offre, rédigée en langue française, devra comporter les éléments suivants :

1. Pièces de la candidature
* Une attestation sur l’honneur (voir annexe n°1)
* Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l’entreprise :
* Déclaration concernant le chiffre d’affaire global, et le cas échéant concernant les services objet de la présente consultation, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, **dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles** ;
* Déclaration appropriée de banques, ou le cas échéant, preuve d’une assurance pour les risques professionnels ;

Le soumissionnaire retenu devra fournir obligatoirement avant attribution les documents légalisés suivants :

* Registre de commerce ;
* Circulaire commercial (et Pouvoir de Signature officiellement notifié au cas le signataire de l’offre n’est la personne désigné dans le circulaire commercial)
* Quitus fiscal du ministère des finances en cours de validité ;
* Attestation du registre à la TVA
* Quitus du CNSS en cours de validité ;
1. Pièces de l’offre

Les réponses devront respecter le canevas suivant :

1. **Résumé de votre offre :**

A.1 - Compréhension des attentes de l’AFD

A.2 - Résumé de la méthodologie générique du travail

1. **Points forts et valeur ajoutée de votre offre pour effectuer cette mission**
2. **Description détaillée de votre offre :**

C.1 – Description détaillée du contenu de la méthodologie de traitement des missions accordées par bons de commande (Approche et étapes, modalités pratiques de pilotage et de coordination de la mission, consultation et recherche du consensus, respect du calendrier etc.)

C.2 - Moyens mis en œuvre (avec contraintes et limitations le cas échéant)

C.3 – Expériences de prestations similaires

C.4 - Identification et gestion des risques potentiels pouvant avoir un ou des impacts sur la mission

1. **Recommandations du Prestataire pour la bonne réalisation de la mission**
2. **Présentation de l’équipe qui interviendra sur la présente mission :**

E.1 – Constitution de l’équipe et répartition des responsabilités entre ses membres, surtout entre le chef de mission (juriste en tête) et collaborateur (juriste expérimenté)

E.2 – CV des intervenants (3 pages maximum par intervenant)

E.3 – Equipe d’appui (*backstopping*), le cas échéant

1. **Proposition financière détaillée[[1]](#footnote-1) (sur la base de l’annexe financière jointe)**

****

1. **Le contrat de prestations de services complété**

Les réponses à cette consultation doivent être simples, concises et impérativement respecter le format imposé.

# Jugement des offres

Les propositions incomplètes, délivrées en retard ou qui ne répondent pas au besoin exprimé par l’AFD ne seront pas retenues.

Les offres conformes seront jugées et notées au regard des critères de jugement pondérés suivants :

| ***Critères*** | ***Pondération*** |
| --- | --- |
| **1 - Prix des prestations** | **25%** |
| **2 - Valeur technique** | **75%** |
| *2.1 – Qualité de la méthodologie, de l’organisation et des moyens mis en œuvre permettant de garantir la réalisation des prestations* | *30 pts* |
| *2.2 - Démonstration des compétences, des expériences et des connaissances des équipes affectées à la réalisation des prestations* | *45 pts* |

Après examen des offres, l’AFD pourrait demander des réunions de présentation et de clarification autour des offres.

L’AFD se réserve également le droit d’attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le cas échéant, dans le cadre de ces négociations, les candidats retenus peuvent être invités autant de fois que nécessaire par le pouvoir adjudicateur, et ce dans les strictes conditions d’égalité, à préciser, compléter ou modifier leur offre sans pour autant qu’il soit apporté de modifications substantielles au cahier des charges.

Un candidat refusant de négocier sera réputé avoir maintenu sa dernière offre.

L’AFD se réserve le droit d’organiser plusieurs tours de négociation avec l’ensemble des candidats retenus.

# Demandes de renseignements

Toute question relative à cette consultation pourra en outre être adressée par e-mail à : afdbeyrouth@afd.fr

Le titre/objet de l’e-mail doit impérativement être:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/01/EJ-QUESTIONS

**Les réponses apportées aux questions des candidats seront exclusivement transmises par messagerie électronique.**

**Il est strictement interdit d'appeler les locaux et les agents de l'AFD au sujet de cette offre.**

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, nos salutations distinguées.

Agence AFD Beyrouth

**Annexe 1 - MODELE DE DECLARATION SUR L’HONNEUR**

Déclaration d’intégrité, d’éligibilité et d’engagement environnemental et social

Intitulé de l’appel d’offres : ……….

Nom du candidat : …………..

1. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu’aucun des membres de notre Groupement et de nos sous-traitants n’est, dans l’un des cas suivants :

1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d’une procédure de même nature ;

1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du projet ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l’exécution d’un marché ;

1.3) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

1.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l’occasion de la passation ou de l’exécution d’un marché ;

1.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis.

1.6) être sous le coup d’une décision d’exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l’adresse électronique http://www.worldbank.org/debarr ;

1.7) s’être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

2. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l’ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l’environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché.

3. Nous-mêmes, les membres de notre Groupement et nos sous-traitants autorisons l’AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l’exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

Nom En tant que \_

Signature

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Tous les coûts encourus par le prestataire relatif à l’établissement de sa proposition seront supportés par le prestataire [↑](#footnote-ref-1)